

# PACA

## Les déchets, sujet en chantier

Face à la saturation des centres d'enfouissement et des incinérateurs, la région Sud a tardivement développé de nouvelles installations de tri et de recyclage. Un thème qui peine à s'imposer dans la campagne des régionales.

Par  
**MATHILDE FRÉNOIS**  
Correspondante à Nice  
Photo **LAURENT CARRÉ**



La bouteille de lait s'apprête à vivre le grand huit des sensations. Elle monte sur la trémie et passe dans une centrifugeuse, elle est détectée par le tireur optique et éjectée à l'air pulsé. «Après elle va redescendre au tri manuel, commente le directeur de la société Paprec à qui ce service public est délégué, Olivier Chaussard. Il faut ruser pour faire rentrer toutes les tonnes : on a un process sur quatre niveaux. La particularité, c'est la taille de notre centre de tri. Il est l'un des plus petits en termes de surface : 3000m<sup>2</sup> pour 40000 tonnes traitées chaque année.» En moins de vingt minutes, la bouteille de lait est triée et compressée avec d'autres

plastiques. Elle sera envoyée en usine, ailleurs en France ou en Europe, et deviendra arrosoir. Une deuxième vie.

Le centre de tri de Cannes-la-Bocca (Alpes-Maritimes) est une vitrine. Toutes les poubelles jaunes du département tournent sur ses tapis roulants. Un outil au cœur de l'action de la région, en charge de cette nouvelle compétence : la planification de la gestion des déchets depuis la loi NOTRe de 2015.

Paca part de loin. Avant d'arriver au centre de tri, la bouteille de lait était noyée sous un monticule de déchets. Selon le dernier rapport de l'Observatoire régional des déchets, un habitant de la Côte d'Azur gé-

nère, par an, 737 kg d'ordures, soit 150 kg de plus qu'un Français moyen. En cause : l'afflux de touristes l'été, des politiques molles et les mauvaises habitudes. «En France, dans les poubelles des ménages, il y a 20% de déchets issus des activités économiques. En Paca, c'est le double, analyse Anne Claudius-Petit, vice-présidente (centriste) à la région de la commission «croissance verte, transition énergétique, énergie et déchets». L'épicier du coin met ses cagettes et ses cartons dans la benne dans la rue par exemple. Je vois ça tous les jours à Marseille. Rapporté au nombre d'habitants, ça pèse.»

### QUATRE TERRITOIRES

Des mauvais élèves qui se heurtent aussi à une mauvaise gestion. La région manque cruellement de centres d'enfouissement, certains incinérateurs saturent, les lieux de stockage sont rares. Le secteur est parfois embourbé dans des enquêtes judiciaires pour des marchés truqués – comme dans l'affaire Guérini – ou pour «stockage illégal des déchets». Quand les centres croulent sous les contenus des poubelles, ils exportent. Le 30 octobre 2019, selon *Nice-Matin*, 500 tonnes d'ordures ménagères

ont par exemple été transportées par la route jusque dans... le Pas-de-Calais. Un «épiphénomène» selon les professionnels sudistes du secteur, qui traitent chaque année 500 000 tonnes de déchets. Mais une pratique qui va à l'encontre de la politique régionale.

La région Paca a attendu octobre 2019 pour adopter son schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sradet). Il transpose les objectifs fixés par la loi de transition énergétique pour la croissance verte, le plan climat et les directives européennes. «Pour Paca, ces plans sont un pas gigantesque. On a un retard à l'allumage énorme, pointe Michel Jacod, pilote du réseau Déchets dans l'association France Nature Environnement Paca. Mais les choses peuvent avancer vite quand les communautés s'y collent.» Pour cela, la région incite les collectivités à signer des programmes locaux de prévention des déchets. Elle a divisé la région en quatre territoires. «Les déchets ne se déplaceront plus. Beaucoup de gens voyaient les camions passer, et c'est encore le cas. Mais ce découpage, c'est l'idée que les déchets ordinaires doivent être gérés et traités dans chacun des bassins. C'est dire :

«Vous êtes responsable chez vous, faites quelque chose », poursuit Michel Jacod. S'adresser aux communautés directement impulse cette politique au niveau local. Les associations environnementales saluent le passage de la compétence du département à la région, même si elles pointent une faiblesse dans le suivi. «Ça illustre l'intérêt de la régionalisation, maintient Philippe Chesneau, militant à Zéro Déchet Toulon. A un moment donné, il y a des élus locaux qui sont trop soumis à des pressions locales, pour faire plaisir à des amis entrepreneurs des déchets ou pour ne pas embêter leurs concitoyens. Fabriquer un plan régional est plutôt pertinent.»

### E-COMMERCE

A Cannes-la-Bocca, le Smed 06 (Syndicat mixte d'élimination des déchets) gère le centre de tri, en ayant délégué son service à la société privée Paprec. Prévu pour traiter 36 000 tonnes de déchets chaque année, ce volume est dépassé depuis deux ans. «L'an dernier, on a reçu 41 000 tonnes. On gagne 10% tous les ans, note le directeur. On n'a jamais fermé pendant les confinements : on était la deuxième ligne. Depuis, on a moins



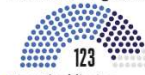
### Résultats des régionales 2015 (premier tour)



### Président sortant

**Renaud Muselier**

### Composition du conseil régional



- Les Républicains
- Rassemblement national
- Non-inscrits

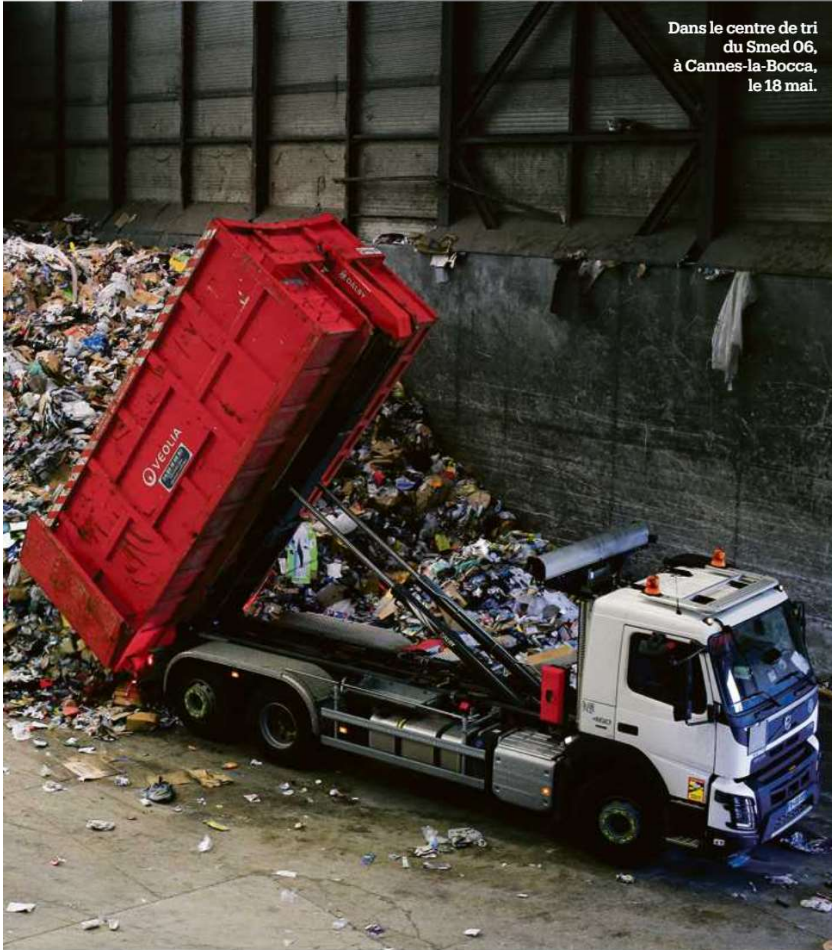
### Population

**5 055 651**

Habitants

Sources : Insee, ministre de l'Intérieur.

Dans le centre de tri du Smed 06, à Cannes-la-Bocca, le 18 mai.



de papier et plus de carton. Les déchets suivent la consommation avec l'e-commerce et la livraison à domicile de nourriture. C'est un vrai changement de flux. Ça n'a pas été simple dans l'exploitation, il a fallu qu'on adapte le débit et le réglage. Le centre de tri ne pourra pas pousser ses murs. Alors, un autre est dans les cartons sur le territoire de la métropole niçoise. «Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas, fait remarquer la directrice générale des services du Smed 06, Fabienne Frega, reprenant l'un des objectifs régionaux de prévention. La région est une bonne échelle territoriale. Il y a une complémentarité dans la filière de traitement. En 2022, nous allons créer un site d'enfouissement pour les refus de tri comme les couches ou les chaussures [le premier dans l'est de la région, ndr] et nous allons signer un contrat d'objectifs. Tout est imbriqué. Un outil mutualisé permet de faire des économies d'échelle.»

Si la bouteille de lait est arrivée à bon port, c'est que le Smed 06 assure son traitement, son stockage, son transfert, avec un budget de 38 millions d'euros. «Plus on trie, moins on dépense, assure Fabienne Frega. Car la matière est revendue.» Et de l'emploi créé : 17 personnes

travaillent en continu sur le site, 70 au total. L'économie circulaire fait partie du plan.

Dans les difficultés encore rencontrées aujourd'hui, les entreprises du BTP citent un mauvais maillage territorial, le manque de filière de valorisation et le coût de cette gestion. Ce qui peut causer des problèmes : le 5 août 2019, le maire de Signes (Var), Jean-Mathieu Michel, 76 ans, est mort renversé par le conducteur d'une camionnette qui déversait des gravats illégalement sur la commune. «Depuis, des autorisations ont pu apporter quelques capacités supplémentaires, mais la région reste avec des capacités limitées et un besoin d'identifier de nouvelles capacités de stockage, mais aussi de créer des installations supplémentaires de tri et de valorisation», fait savoir Christelle Pourroy de la Fédération régionale du bâtiment.

#### «IMAGINER EN AMONT»

Pour Jean-Luc Perrigault, responsable du développement durable à la Fédération des travaux publics en Paca, tout est une question d'anticipation. Le matériau enlevé d'un côté peut servir de l'autre. «Il faut imaginer en amont ce que l'on peut faire des déchets, en essayant

de faire des combinaisons, assure-t-il. Si vous avez cette bonne photographie, vous pouvez adapter les chantiers.»

Le bilan de Renaud Muselier, président de région sortant, vante une augmentation de 8% de déchets ménagers recyclés. Mais dans une campagne phagocytée par les bisbilles intra-partis et la relance du tourisme post-Covid, ils ne parviennent pas à se faire une place. Pourtant, en 2021, le budget d'investissements, qui s'élevait à 3 millions l'année d'avant, atteint 8 millions d'euros, «pour la mise en place d'équipements structurants répondant aux objectifs de la planification régionale des déchets» : «Il y a un moment où il faut mettre le pied sur l'accélérateur et ça passe par l'investissement pour le maillage du territoire, pointe Anne Claudius-Petit au conseil régional. On accompagne sur la modernisation des équipements et on fait un gros travail sur les déchets du BTP. Quand il y a des déchetteries proches des chantiers, les entrepreneurs n'ont plus envie d'aller jeter dans le champ d'à côté.» Au Smed 06, les relations avec l'institution devraient se renforcer : son président, Jean-Marc Délia, est candidat sur la liste Muselier. ◀

## «Un accord, gadget face au spectre du RN»

**Jean-Laurent Félizia, tête de liste de la gauche en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, est prêt à «assumer», au second tour, le maintien de sa liste si Mariani arrive en tête.**

Chef de file des écologistes, du PS et du PCF, Jean-Laurent Félizia est à la peine en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Il critique une «nationalisation» du débat régional et compte «remobiliser» l'électorat de gauche sur l'écologie.

**Un sondage Elabe pour BFMTV vous crédite de 12% d'intentions de vote. Loin derrière Thierry Mariani (RN, 43%) et Renaud Muselier (LR, 33%). Etes-vous inquiet ?**

Le débat a été centré sur des faits de politique politique, comme l'alliance LR-LREM. Ce n'est pas de nature à aborder des thèmes de fond. On n'a mis en lumière que deux candidats, c'est un peu la démocratie qui est bafouée ! Nous ne sommes pas assez visibles et j'espère changer les choses.

**Vous diriez-vous victime de la disparition de la gauche au conseil régional depuis 2015 ?**

On en subit les conséquences. Mais nous sommes désormais, avec l'écologie, une force politique qui a des solutions. C'est toute la différence avec Renaud Muselier, qui se met aujourd'hui à promettre ce qu'il aurait dû faire il y a cinq ans. Je le dis d'ailleurs clairement : il n'y aura pas d'accord avec lui. Certains ont brandi cette possibilité d'accord technique comme gadget face au spectre du RN. Je dis à Renaud Muselier : prenez vos responsabilités, vous êtes la cause de la montée du RN car vous avez échoué.

**Cela signifie qu'en cas de troisième place, vous ne vous retirerez pas ?**

On attend le choix des électeurs et on tranchera collectivement au soir du premier tour. Ceci dit, un sondage ne fait pas une élection. Nous comptons aller chercher chaque voix, réveiller l'espoir et nous ne finirons pas troisièmes !

**Et si c'était le cas ?**

Je vous le redis : c'est une décision que nous prendrons collec-

tivement. Mon sentiment est que je pourrais assumer cette volonté de rester dans l'échiquier politique avec un RN majoritaire.

**Concernant la question des déchets, quels constats tirez-vous de leur gestion à l'échelle régionale ?**

Nous avons un territoire éclaté tant en cartographie qu'en sites. Le retard que nous constatons est lié à nos habitudes en Paca, qui était d'enfourner les déchets. On jetait tout dedans et adieu Berthe ! De vraies bombes à retardement... Aujourd'hui, on est encore loin du compte. Si on veut vraiment avoir une «COP d'avance» comme Renaud Muselier en a fait son slogan, il faut être capable de recycler, notamment les déchets inertes. Il y a une vraie filière économique à développer qui permettrait de

créer de nombreux emplois. **Que proposez-vous ?**

Il faut investir auprès des collectivités et inventer un système économique permettant de diffuser sur plusieurs petites structures qui



AFP

INTERVIEW

pourront vraiment faire le tri entre ce qui peut être recyclé ou pas, le tout de façon équilibrée sur tout le territoire. La région peut être moteur sur l'installation de ces infrastructures, organiser le maillage du territoire. **Qu'est-ce qu'une tête de liste écologiste peut apporter dans ce débat régional ?**

Renaud Muselier est de cette génération où l'on produit, on consomme, on jette. Il a beau dire qu'un tiers du budget est consacré à l'environnement, ce ne sont pas des mesures structurelles. Ce n'est pas parce qu'on plante un million d'arbres qu'on agit pour l'environnement ! A l'inverse, les sujets environnementaux sont le socle de notre politique. Je ne suis pas décroissant, je suis chef d'entreprise, mais quand je fais du bénéfice, je le réinvestis dans le bien-être de mes équipes. C'est de ce socle que découle le projet que l'on veut mettre en place. Avec la nécessité, notamment, de remettre du service public à sa juste place pour éviter cette spirale de toujours produire plus et de servir, de moins en moins, l'homme comme la nature.

Recueilli par **STÉPHANIE HAROUNYAN** Correspondante à Marseille